



GRET

CETTE NOTE VALORISE LES PRÉSENTATIONS ET LES DISCUSSIONS D'UN WEBINAIRE ORGANISÉ PAR LE GRET EN SEPTEMBRE 2022 SUR L'AMÉLIORATION DE LA NUTRITION VIA L'ALIMENTATION SCOLAIRE DANS LE CADRE DE LA SECONDE PHASE DE LA CONVENTION PROGRAMME ASANAO (ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DANS LES SUDS).

BONNET VERT

- ▶ Lait cru
- ▶ Lait frais pasteurisé
- ▶ Yaourt
- ▶ Galal
- ▶ Wacarb

NOTE DE SYNTHÈSE ASANAO / NUMÉRO 7 / SEPTEMBRE 2022

L'AMÉLIORATION DE LA NUTRITION À TRAVERS L'ALIMENTATION SCOLAIRE

MODÉRATRICE

- > Amel BENKAHLA, responsable de projets au Gret

INTERVENANT·E·S

- > Sylvie AVALLONE, enseignante chercheuse à l'Institut Montpellier SupAgro, membre de la Chaire Unesco « Alimentations du monde » et en charge de l'animation d'un consortium de recherche sur l'alimentation scolaire
- > Issouf COULIBALY, responsable d'un programme de cantines scolaires au Gret Burkina Faso
- > Cécile BROUTIN, responsable de projets au siège du Gret
- > Andry RAZAKANDRAINY, responsable programme « nutrition et santé » au Gret Madagascar
- > Alisoa RANDRIANARIVO, responsable agroalimentaire au Gret Madagascar

La convention programme Asanao (Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest et dans les Suds) mise en œuvre par le Gret et ses partenaires a pour objectif principal de contribuer à la promotion et à la mise en place de systèmes alimentaires plus durables et plus favorables à la nutrition en renforçant les stratégies d'intervention des acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Financé par l'AFD, ce programme intervient dans huit pays : le Burkina Faso, la Guinée, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Cambodge, Haïti et Madagascar. Des webinaires sont régulièrement organisés pour informer, partager et tirer des leçons des différentes interventions et des résultats obtenus.

Ce nouveau webinaire réalisé en semi-présentiel dans les locaux du Gret à Nogent-sur-Marne, en France, a réuni une quarantaine de personnes sur place et une trentaine à distance pour discuter de l'alimentation en milieu scolaire ; c'est-à-dire la mise à disposition dans les écoles d'aliments de bonne qualité nutritive pour les élèves scolarisé·e·s dans le but d'améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'améliorer leur performance scolaire et de véhiculer des messages sur les bonnes pratiques d'alimentation et de nutrition. Ces types d'actions sont de plus mis en avant dans les politiques publiques nationales et plébiscités par les instances internationales. Il a en effet été clairement démontré que **l'alimentation jouait un rôle primordial dans le développement et l'éducation de l'enfant**. Ces programmes d'alimentation scolaire sont majoritairement administrés par les pays, aux niveaux national, régional, départemental ou communal, mais peuvent aussi être soutenus ou mis en place par des agences des Nations unies ou des ONG, en coordination avec le gouvernement ou des collectivités locales.

PROBLÉMATIQUE ABORDÉE

Ce webinaire interne a permis de partager des travaux réalisés sur les cantines scolaires, ainsi que des expériences de production et de distribution d'aliments en milieu scolaire conduites par le Gret au Burkina Faso et à Madagascar.

Plusieurs questionnements ont guidé les présentations et les réflexions :

- Comment ont été élaborées les stratégies d'intervention du Gret sur l'alimentation scolaire dans les pays où des initiatives de ce type ont été lancées ?
- Sur quels diagnostics les équipes se sont-elles fondées pour opérer les choix (types d'écoles, types de produits, distribution gratuite ou pas) ?
- Quelles approches ont été suivies pour co-construire les outils et la stratégie de communication/sensibilisation ?
- Quelles catégories d'acteurs ont été impliquées, quels rôles ces derniers ont-ils joué ?
- Comment ces dispositifs ont-ils été évalués et quels enseignements peut-on en tirer ?

Les travaux se sont organisés en deux temps :

- dans un premier temps, les bienfaits de l'alimentation scolaire ont été rappelés, en s'appuyant sur des résultats d'études et de travaux de recherche réalisés dans plusieurs pays ;

- dans un second temps, des expériences de projets du Gret au Burkina Faso et à Madagascar ont permis d'appréhender concrètement les enjeux liés à la mise en œuvre et au suivi de programmes d'alimentation scolaire.

La question de la pérennisation de ces dispositifs a elle aussi été discutée, car elle constitue à l'heure actuelle un véritable défi.

UNE BONNE ALIMENTATION, UN IMPÉRATIF POUR BIEN GRANDIR ET ÉTUDIER

Les études et les expériences cumulées de plusieurs projets et programmes à travers le monde ont démontré que l'alimentation a plusieurs incidences positives tout au long de vie d'un individu lorsqu'elle est adaptée à ses besoins. Elle joue un rôle dans le bien-être, la santé et la vie sociale, et cela d'autant plus pour les sujets les plus jeunes. **L'importance de l'alimentation dans les premiers mois de la vie d'un enfant est aujourd'hui reconnue en raison de l'impact sur le potentiel physique, psychomoteur, intellectuel et cognitif de l'enfant.**

Des mesures sont prises depuis plusieurs années par les gouvernements pour améliorer la nutrition et les conditions de vie des femmes enceintes et des enfants de 0 à 2 ans (fenêtre des 1 000 premiers jours). Suite à plusieurs constats et études, cette

UNE ROULETTE, UN DES OUTILS DE SENSIBILISATION LUDIQUES DÉVELOPPÉS PAR LE PROJET POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES À MADAGASCAR





FORMATION DES ENSEIGNANTS À LA NUTRITION ET À L'IMPORTANCE DU « CONSOMMER LOCAL » AU BURKINA FASO

période a été élargie à une **fenêtre d'opportunité plus longue intégrant les enfants d'âge scolaire**, afin d'impacter durablement le développement des enfants. En effet, **une bonne alimentation est également nécessaire pour les enfants scolarisé-e-s car elle facilite l'acquisition des apprentissages et leur garantit une croissance harmonieuse.**

L'apparition des cantines scolaires dans les écoles a notablement amélioré l'alimentation des élèves. Un rapport du PAM¹ (Programme alimentaire mondial) a fait état sur les vingt dernières années de vraies évolutions dans les pays sur les cadres politiques, les budgets alloués et le développement des cantines scolaires. Les impacts de l'alimentation scolaire vont au-delà d'un simple repas : il a en effet été prouvé qu'elle joue un rôle sur le nombre d'heures passées à l'école, les diplômes atteints et les performances scolaires moyennes.

Elle crée de la valeur économique et a une incidence sur de multiples secteurs tels que :

- **la lutte contre la faim des écoliers et l'amélioration de leur nutrition** (ODD 2);
- **la promotion de la scolarisation des filles** (ODD 5) avec également des impacts positifs sur la diminution des violences intrafamiliales faites aux filles et la diminution des mariages forcés;

1. State of School Feeding Worldwide 2020 (WFP 2020).

- **l'amélioration des connaissances sur les bonnes pratiques d'alimentation et de nutrition**, l'amélioration de la santé des enfants (ODD 3);
- la mise en place de pratiques durables comme **l'approvisionnement en produits locaux** (ODD 12);
- **le développement d'enfants plus éduqués** (ODD 4), plus responsables, et susceptibles de mieux s'insérer dans la société;
- **la réduction des inégalités;**
- **la création de richesses** : l'étude du PAM a estimé que pour 100 000 enfants ayant bénéficié de programmes d'alimentation scolaire, il pouvait y avoir jusqu'à 1 600 emplois créés.

C'est en raison de ces nombreuses incidences qu'une coalition politique pour les repas scolaires a été mise en place au niveau international. Elle vise à améliorer et développer la qualité des programmes nationaux de santé et de nutrition scolaires. **Un consortium de recherche au sein de cette coalition cherche, à travers la promotion de recherches crédibles et indépendantes, à éclairer la prise de décisions fondées sur des preuves en matière de santé et de nutrition en milieu scolaire.**

Cette coalition sur l'alimentation scolaire bénéficie du soutien de nombreuses organisations et institutions qui cherchent à promouvoir des programmes d'alimentation scolaire, à toucher plus d'élèves, à

améliorer l'offre et à recenser les bonnes pratiques pour encourager davantage de gouvernements à s'engager. Plusieurs groupes se sont constitués pour faire du plaidoyer et convaincre les bailleurs, produire des données (comme la *Value for money* par exemple) et de la documentation sur le sujet, et rechercher des sources de financements internationaux.

De nombreuses études sont en cours pour documenter les impacts de ces programmes et identifier des bonnes pratiques issues des différents pays. Ces travaux seront disponibles fin 2022.

VALUE FOR MONEY : DE QUOI PARLE-T-ON ?

« Value for money » ou encore « l'analyse coût bénéfice » est un indicateur qui vise à quantifier l'impact de l'alimentation à l'école sur l'économie d'un pays, sur toute la durée de vie d'un enfant.

C'est un modèle économique développé en 2010 par le PAM et le Boston Consulting Group, en collaboration avec la Banque mondiale. Éprouvé dans près de 20 pays à travers le monde, il contribue à promouvoir les cantines scolaires en démontrant leur impact. Concrètement, il fournit une mesure quantitative des bénéfices générés par un programme d'alimentation scolaire, et les compare au coût de ce même programme.

RÉDUIRE LES CARENCES NUTRITIONNELLES DES ENFANTS

Les études montrent que l'alimentation des enfants scolarisés dépend de leur contexte familial et de leur environnement. Certains enfants, par exemple, prennent rarement leur petit-déjeuner le matin. À l'heure du déjeuner, certains élèves achètent ce qui est vendu aux abords des écoles, tandis que d'autres apportent leur repas à l'école. Dans tous les cas, la qualité nutritionnelle de ces repas est souvent moins bonne que les repas servis dans les cantines. Les cantines scolaires constituent donc une réponse appropriée.

À Madagascar, le **programme d'alimentation scolaire Nutripass a été mis en œuvre par le Gret et visait à distribuer des aliments fortifiés dans des écoles primaires publiques situées dans les zones les plus vulnérables de la commune urbaine d'Antananarivo**. L'objectif était de nourrir les enfants, d'améliorer le taux de couverture des besoins, leur statut nutritionnel et leurs performances scolaires. Les aliments distribués dépendent des habitudes alimentaires des populations et des horaires des repas. À Madagascar, ce sont des **bouillies fortifiées en vitamines et minéraux** qui ont été distribuées en guise de petit-déjeuner le matin, durant la récréation ; ou encore des **barres de céréales et de muesli fortifiées** à l'heure du goûter.

À Madagascar, le choix des produits a été fait suite à un **diagnostic des pratiques alimentaires, des préférences des populations, de l'état nutritionnel des enfants (de 2 à 5 ans, et de 6 à 14 ans) ainsi que du potentiel local agricole de la zone**. Le choix s'est alors porté sur des goûters à base de céréales et de muesli fortifiés.



À gauche : AU BURKINA FASO, LES ÉLÈVES SE LAVENT LES MAINS AVANT LE DÉJEUNER DANS UNE ÉCOLE DE BOBO-DIOULASSO
À droite : À MADAGASCAR, MESURE DE LA TAILLE D'UN ENFANT D'ÂGE SCOLAIRE POUR ÉVALUER SON STATUT NUTRITIONNEL



LES ÉTAPES DE FORMULATION D'UN PRODUIT FORTIFIÉ

Avant de développer un nouveau produit, plusieurs questions se posent : quelles cibles viser ? Comment déterminer les objectifs nutritionnels à atteindre ? Comment choisir le véhicule alimentaire et les matières premières ? Comment déterminer le procédé de fabrication ? Comment choisir la formule finale ? Comment produire un produit fortifié de bonne qualité ?

Pour y répondre, les méthodologies de travail développées par les équipes du Gret sont bien rôdées et se déroulent en plusieurs étapes : clarification des cibles, enquête nutritionnelle sur celles retenues, études des attentes des consommateurs, essais de production à l'échelle laboratoire et à l'échelle industrielle, analyse sensorielle auprès des différentes cibles, établissement d'un cahier des charges du produit fortifié, formation du personnel sur les bonnes pratiques de fabrication.



Un partenariat avec une entreprise locale privée a permis de fabriquer les produits et des **tests sensoriels** ont été réalisés pour s'assurer de l'acceptation du produit par les potentiels consommateurs.

Au Burkina Faso, deux fois par semaine, **des mini-laiteries situées à proximité des écoles produisaient et distribuait gratuitement dans les écoles du yaourt fabriqué avec du lait local en sachet de 200 g après le déjeuner, en guise de dessert**, pour compléter et améliorer les repas quotidiennement servis aux élèves. Une initiative rendue possible grâce à une contribution financière de la commune de Bobo-Dioulasso et un financement de la Fondation Bel, de l'Agence française de développement et de l'Union européenne à travers le projet Go-In du Gret.

UN IMPACT SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE À RELATIVISER

L'impact de l'alimentation scolaire sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle fait cependant débat en raison de la temporalité et de la durabilité des projets et programmes de cantines scolaires. Il faut en effet considérer que les cantines scolaires ne prennent en compte qu'un seul repas dans la journée et ne couvrent donc au mieux qu'un tiers des besoins des enfants, sans compter les périodes de vacances scolaires et les week-ends durant lesquels les cantines sont fermées.

Des études ont montré que l'impact dépendait d'abord de la situation nutritionnelle initiale de l'enfant et qu'il fallait au moins une année d'activité pour observer un gain de poids. Les résultats sont également bien souvent meilleurs chez les enfants les plus jeunes.

L'ÉCOLE, LIEU DE SAVOIR ET LIEU DE SENSIBILISATION POUR DE MEILLEURES PRATIQUES ALIMENTAIRES

Les cantines scolaires peuvent également être un lieu de prédilection pour **faire passer des messages sur les bonnes pratiques d'alimentation et de nutrition**. Des sensibilisations et communications peuvent y être délivrées pour l'amélioration des connaissances et le changement de comportement des enfants, mais aussi des **enseignant-e-s, des parents et des communautés** qui sont des bénéficiaires secondaires.

Pour ces sensibilisations, deux démarches ont été adoptées :

- **Au Burkina**, l'équipe projet a développé des modules de formation et de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène, de santé et de nutrition élaborés conjointement avec la direction de la promotion de l'éducation de la commune et un comité constitué d'inspecteurs d'éducation. Ces modules s'intègrent dans les programmes scolaires de l'éducation nationale, ce qui permet aux enseignant-e-s de suivre et de dispenser ces cours chaque année. Il s'agit de **fiches pédagogiques qui comprennent la méthodologie d'apprentissage, des messages nutritionnels à diffuser, des questions à poser aux élèves et des illustrations** pour aider à la compréhension des élèves.
- **À Madagascar**, l'équipe a travaillé avec le corps enseignant à la **fabrication d'outils de sensibilisation ludiques pour les élèves**. L'objectif était que les élèves apprennent en s'amusant, puisque le jeu chez les enfants permet de capter leur attention, et de s'assurer qu'ils retiennent les enseignements.

Parmi les outils développés, on peut citer des **cartes conseils imagées, des feuilles d'animations, des jeux de roulette, des jeux accord fils**, etc. Les enseignants ont aussi été formés à l'utilisation de ces outils.

Dans le cadre de ces deux projets, plusieurs thèmes de sensibilisation ont été développés : la consommation d'aliments de compléments et d'aliments fortifiés, les différents groupes d'aliments, la composition d'un repas équilibré, l'importance de l'alimentation, etc. **La mise en œuvre d'un tel projet a demandé une forte concertation et l'implication de l'ensemble des acteurs de la commune, des services de l'État et des communautés (enseignant-e-s, directeur-ric-e-s, services de l'éducation nationale, associations de parents d'élèves, élus locaux)** qui ont permis un bon démarrage et déroulement des activités : élaboration, appui à la distribution, communication, suivi des quantités distribuées, finances, etc.

LA QUESTION DU PRIX DES PRODUITS : SUBVENTION PARTIELLE OU TOTALE ?

Selon les pays et les localités, les types et le financement des cantines scolaires sont différents. Dans les zones pauvres, les cantines constituent un moyen de lutter contre la malnutrition, mais la mise en place

d'un modèle financier durable demeure une question épineuse. Ce coût a longtemps pesé sur les ONG, qui elles-mêmes étaient dépendantes des bailleurs internationaux. **Certains États ou communes, aujourd'hui convaincus de l'apport des cantines, s'engagent à les soutenir en attribuant un budget qui couvre totalement ou partiellement les repas sur tout ou partie de l'année scolaire.** Ils sont souvent également aidés par des organismes internationaux. **Les parents et les communautés sont aussi impliqués dans les frais soit par l'octroi d'une somme à payer mensuellement par enfant soit en contribuant en nature (fourniture de vivres).** Lorsqu'il s'agit de la distribution de produits spécifiques, une part peut être subventionnée tandis que l'autre part constitue la contribution des parents.

Il faut cependant noter que le budget nécessaire pour un bon fonctionnement des cantines scolaires est très élevé et que les parents, parfois très pauvres, peuvent éprouver des difficultés à payer leur dû. D'autre part, les communes, selon leur taille et leur localisation, disposent de recettes plus ou moins importantes, et les financements internationaux tendent à se tarir. Au vu de l'importance et des bénéfices de l'alimentation scolaire, **les États sont appelés à trouver des modèles pérennes pour appuyer les cantines pour un fonctionnement durable et moins dépendant de l'aide extérieure.**

DES ÉLÈVES CONSOMMANT DE LA KOBA TSINJA DANS UNE ÉCOLE DE MANANDRIANA ANTANANARIVO (MADAGASCAR)





DISTRIBUTION DE PRODUITS LAITIERS LOCAUX AUX ÉLÈVES D'UNE ÉCOLE DE BOBO-DIOULASSO, EN COMPLÉMENT DE LEUR DÉJEUNER (BURKINA FASO)

UN SOUTIEN DE L'ÉTAT IMPORTANT POUR PÉRENNISER CES DISPOSITIFS

Les programmes d'alimentation scolaire doivent être soutenus et accompagnés par les États pour assurer leur durabilité et avoir une bonne couverture de toutes les écoles. **Le gouvernement du Burkina Faso par exemple a repris le processus d'appui aux cantines scolaires depuis le retrait des organismes internationaux sur cette thématique dans son pays. Depuis 2012, l'alimentation scolaire est couverte dans toutes les écoles et les structures éducatives au Burkina. Elle est soutenue par le gouvernement à travers des politiques et un financement annuel de 20 milliards de francs CFA.** Depuis 2016, ce financement est reversé directement aux communes pour le soutien des cantines. Même s'il est vrai que ce financement n'arrive encore à couvrir que deux à trois mois de l'année scolaire, il constitue un engagement fort et important de l'État. Le reste des besoins est assuré par les parents, les communautés (en nature ou en espèces) et les communes.

Le projet de cantine scolaire conduit par le Gret au Burkina Faso a beaucoup intéressé la commune de Bobo-Dioulasso qui a souhaité, suite à une présentation du Gret sur les potentialités de la filière laitière, s'y engager. La commune voulait en effet diversifier l'alimentation dans les cantines, innover en distribuant du yaourt aux élèves et soutenir la filière lait local.

La première réussite de cette initiative a été l'engagement et la volonté ferme du maire de la commune de

Bobo-Dioulasso qui a soutenu, encouragé et défendu cette idée originale car il était convaincu que cela pouvait contribuer à améliorer l'alimentation scolaire et à donner naissance à une nouvelle approche de la question des cantines scolaires de façon globale dans sa commune.

De plus, ce projet était en cohérence avec le contexte nutritionnel puisque des chiffres issus d'une enquête nationale au niveau scolaire (enfants de 5 à 12 ans) montrent que différents facteurs peuvent faire baisser la qualité de l'apprentissage des enfants. C'était le cas dans la zone d'intervention, où avaient été enregistrés une prévalence de l'anémie de 40 %, une carence des enfants en vitamine A, un retard de croissance de 10 % ou encore un taux de maigreur significatif.

UN SUIVI-ÉVALUATION IMPORTANT

Suivre l'évolution de la santé des élèves, de leurs apprentissages ainsi que la satisfaction des parents et enseignant-e-s est important pour évaluer les projets de cantines scolaires. Cela permet de vérifier leurs effets et d'apporter des améliorations lors de futures actions.

La mise en place d'un comité de pilotage composé du personnel opérationnel, des services du gouvernement, des services communaux et des élus locaux, des parents et des enseignant-e-s permet un premier niveau d'évaluation. Il est possible ensuite de faire un **suivi de l'état nutritionnel des élèves par des analyses nutritionnelles avant et après l'action** pour apprécier

les évolutions sur le poids, la carence en micronutriments... mais aussi pour analyser les performances scolaires obtenues par les élèves au cours du projet : notes, taux de redoublement, diplômes obtenus, etc.

L'évaluation des acquis suite aux formations et sensibilisations sur la nutrition peut être réalisée auprès des élèves et des enseignant-e-s (enquêtes sur les connaissances, les aptitudes, les pratiques, score d'évaluation des connaissances, etc.). Avoir recours aux inspecteur-ric-e-s scolaires de l'éducation nationale est une solution pour collaborer davantage avec les États sur ces questions. Le niveau de satisfaction des élèves, des parents, des enseignant-e-s, des communautés et des élu-e-s sur les méthodes et les outils peut aussi être mesuré par des enquêtes de satisfaction.

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Ce webinaire sur l'amélioration de la nutrition au travers de l'alimentation scolaire a permis de discuter de l'intérêt de mettre en place des programmes de cantines scolaires ou des systèmes de distribution d'aliments sains et nutritifs dans les écoles. Les expériences de projets au Burkina Faso et à Madagascar, ainsi que des résultats d'études sur l'impact des cantines sur les élèves scolarisés ont été partagés durant la session. Il ressort de ces échanges que **l'alimentation en milieu scolaire a un impact bénéfique sur la sécurité alimentaire, sur le niveau d'apprentissage et les résultats scolaires obtenus. La mise en place dans toutes les écoles, notamment dans les écoles situées dans les zones les plus défavorisées est donc à encourager.**

Il ressort aussi des discussions que même si le bien-fondé des cantines scolaires est avéré, de tels dispositifs coûtent chers. La question de leur pérennisation se pose donc. La prise en charge du coût des denrées alimentaires, de la préparation, du matériel nécessaire, des locaux sont à prendre en compte tout au long de l'année scolaire. L'implication des communes, la contribution des parents et des communautés et le soutien des États semblent indispensables aujourd'hui pour assurer le développement de ce type de dispositifs, qui ont d'ores et déjà prouvé toute leur pertinence. ■



La rédaction de cette note a été assurée par Marie-Christine GOUDIABY (chargée de mission en agroalimentaire et nutrition au Gret Sénégal) et Amel BENKAHLA (responsable de projets au Gret) sur la base des contributions écrites et orales des intervenant-e-s de ce webinaire et des débats qu'elles ont suscités en ligne.

COMMUNICATIONS

- AVALLONE S., Alimentation scolaire et développement durable.
- COULIBALY I., BROUTIN C., Enjeux et opportunités d'amélioration de la nutrition via l'alimentation scolaire : l'exemple du Burkina.
- RANDRIANARIVO A., Enjeux et opportunités de l'amélioration de la nutrition via l'alimentation scolaire : retours d'expériences à Madagascar.
- RAZAKANDRAINY A., Stratégie de sensibilisation/communication dans le cadre de l'alimentation scolaire : expérience de Madagascar.

DISTRIBUTION DE PRODUITS LAITIERS
LOCAUX AUX ÉLÈVES D'UNE ÉCOLE DE
BOBO-DIOULASSO, BURKINA FASO



POUR EN SAVOIR PLUS



- > [Étude de l'adéquation et de l'impact d'une collation fortifiée utilisée dans le cadre d'un programme d'alimentation scolaire dans les écoles primaires publiques d'Antananarivo.](#)
- > [Efficacité de la distribution d'une collation fortifiée pour réduire les déficits nutritionnels de l'alimentation des élèves des écoles primaires publiques d'Antananarivo.](#)
- > [Effets de la stratégie PAS-Nutrimad sur les performances scolaires des élèves des écoles primaires publiques d'Antananarivo.](#)
- > <https://gret.org/projet/laicol/>
- > <https://gret.org/projet/programme-de-fortification-alimentaire-pour-les-populations-vulnerables-a-madagascar/>
- > <https://gret.org/projet/lutter-contre-la-malnutrition-et-les-inegalites-sanitaires-sociales-et-de-genre-en-milieu-urbain-a-madagascar/>

Photographies : © Gret.

Page 1 : Écoliers à Bobo-Dioulasso, Burkina Faso.